



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-110040>

Département(s) de publication : **91, 77**

Annonce n° **24-110040**

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonnes-Senart

Type de Numéro national d'identification : SIRET

N° National d'identification : 20005922800011

Ville : Evry courcouronnes cedex

Code postal : 91054

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 91, 77

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/index.jsp>

Identifiant interne de la consultation : 2024M012 Bis

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Service Commande Publique

Adresse mail du contact : Commande.publique@grandparissud.fr

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve** : Se reporter au 5-1-1 du RC
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : Se reporter au 5-1-1 du RC
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : Se reporter au 5-1-1 du RC

Technique d'achat : Accord-cadre

Date et heure limite de réception des plis : 25/10/2024 à 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre) : Directions opérationnelles

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Prestations de consultations juridiques, d'assistance et de conseil à l'exclusion de toute action précontentieuse, contentieuse et de représentation en justice, pour la CA GPS

Code CPV principal - Descripteur principal : 79140000

Type de marché : Services

Description succincte du marché : Prestations de consultations juridiques, d'assistance et de conseil à l'exclusion de toute action précontentieuse, contentieuse et de représentation en justice, pour la CA GPS

Lieu principal d'exécution du marché : Territoire de Grand Paris Sud

Durée du marché (en mois) : 12

Valeur estimée (H.T.) : 400000 euros

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Oui

Section 5 - Lots

- **Description du lot :** Lot 1: Droit public général

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 79140000

Lieu d'exécution du lot : Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart.

- **Description du lot :** Lot 2 : Droit de l'urbanisme, de l'aménagement et du foncier

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 79140000

Lieu d'exécution du lot : Grand Paris Sud Sein16e Essonne Sénart.

- **Description du lot :** Lot 3: Droit privé et pénal

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 79140000

Lieu d'exécution du lot : Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart.

- **Description du lot :** Lot 4: Droit de la fonction publique et droit du travail et social y compris la protection fonctionnelle des agents et des élus

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 79140000

Lieu d'exécution du lot : Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart.

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : La présente consultation fait l'objet d'accords-cadres mono-attributaire à bons de commande, pris conformément aux dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-7 à R.2162-12 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique, ceci dans le cadre de missions spécifiques de prestations juridiques, d'assistance et de conseils. Estimation financière : le montant estimatif, non contractuel, est de 400 000 euro(s) HT par lot pour 4 ans. Chaque lot est conclu sans minimum et avec un maximum fixé à 100 000 euros HT par an. Chaque lot est conclu pour une période initiale maximum d'un an à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement 3 fois pour une période d'un an. - Délais d'exécution des consultations juridiques : Les délais d'exécution maximum proposés par le titulaire sont indiqués dans l'acte d'engagement de chaque lot. Dans le cadre du présent accord-cadre, l'urgence s'entend comme un délai de réponse attendu de 72 heures maximum y compris week-end et jours fériés. Les prestations seront financées sur fonds propres de Grand Paris Sud. Les avances seront régies conformément aux articles R2191-3 à

R2191-12 et R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique. Le marché prévoit la possibilité de conclure des marchés négociés pour la réalisation de prestations similaires (article R2122-7 du code de la commande publique). Recours Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Versailles, 56 avenue de Saint Cloud, 78011 Versailles, Tél. : 01 39 20 54 00, Télécopieur : 01 39 20 54 87, Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr, Adresse Internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/Demarches-procedures> Voies et délais de recours : La présente procédure peut faire l'objet d'un référé précontractuel (art L551-1 du CJA) jusqu'à la signature du contrat. Les candidats évincés peuvent également, une fois le contrat signé, saisir le TA d'un référé contractuel (art L551-13 et suivants et R551-7 et suivants du CJA) : jusqu'au 31ème jour suivant la publication de l'avis d'attribution, dans un délai de 6 mois à compter du lendemain de la conclusion du contrat (en cas d'absence de publication d'un avis d'attribution). Dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution, les concurrents évincés de la conclusion d'un contrat administratif, ainsi que les tiers, sont recevables à former un recours devant le TA en pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires (Recours « Tarn et Garonne » Conseil d'Etat, Assemblée, 4 avril 2014, n°358994 Tarn et Garonne). Une requête contestant la validité du contrat peut être accompagnée d'une demande tendant à la suspension de son exécution (art L521-1 du CJA). La suspension desdites décisions peut également être demandée devant le juge des référés du même TA (art L521-1 du CJA). La requête en référé devra, pour être recevable, être assortie d'un recours au fond. La saisine du tribunal peut s'effectuer par voie dématérialisée par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr

Date d'envoi du présent avis à la publication : 27/09/2024